

**Allocution de M. Didier Burkhalter,
Conseiller fédéral et Chef du Département fédéral
des affaires étrangères de la Suisse**

***« Renforcer la coopération relative aux
migrations et aux déplacements de
réfugiés dans la perspective du nouveau
programme de développement »***

**Manifestation de haut niveau organisée par
le Secrétaire général**

**70^e session de l'Assemblée Générale des
Nations Unies**

New York, 30 septembre 2015

Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Mon pays, la Suisse, a un taux d'immigration parmi les plus élevés au monde. Plus d'un quart de la population suisse est née à l'étranger. La Suisse est une destination de choix pour les travailleurs Européens – une personne sur dix qui profite de la libre circulation des personnes en Europe se rend en Suisse. Les migrants soutiennent notre croissance économique tout en apportant un enrichissement culturel à notre société. En même temps, cette immigration soulève aussi un certain nombre de défis. La Suisse y répond d'une part par des mesures nationales visant à mieux encadrer l'immigration ; d'autre part, elle souhaite le faire par une coopération internationale renforcée.

Mais la migration n'est pas toujours une question de choix. Ni pour ceux qui sont contraints à quitter leur pays, ni pour ceux qui les reçoivent. Depuis la création de l'ONU il y a 70 ans, il n'y a jamais eu autant de personnes en fuite qu'aujourd'hui. Nous avons une responsabilité morale et légale d'accueillir dans la mesure du possible les personnes qui fuient des situations de conflits ; des personnes persécutées du fait de leur race, de leur religion ou de leur appartenance à un certain groupe social ou de leurs opinions politiques. Les chiffres sont impressionnants, le seul conflit en Syrie a fait fuir hors du pays au moins 5 millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Face à cette crise, nous devons donner une triple réponse, coordonnée au niveau internationale : une réponse politique, une réponse humanitaire et une réponse migratoire.

1. Premièrement, il faut s'attaquer à la racine du problème : la guerre. La Suisse soutient avec énergie les efforts déployés par l'envoyé spécial de l'ONU, M. de Mistura, pour encourager les discussions thématiques parallèles au sein des groupes de travail syriens. Nous soutenons l'ONU dans sa recherche d'une solution politique à la crise syrienne. Nous continuerons sur cette voie, en mettant à disposition des experts, une aide logistique et des ressources financières en fonction des besoins, aussi longtemps que cela sera nécessaire.
2. Deuxièmement, une réponse humanitaire. La Suisse a récemment augmenté l'aide humanitaire qu'elle fournit en Syrie et dans les pays voisins à 250 millions de dollars. Cette aide vise à soutenir des projets en Syrie, en Irak ainsi que sur les itinéraires de transit de l'espace méditerranéen. D'autres mesures ont été prises pour combattre les passeurs et trafiquants, pour soutenir les pays de transit dans les Balkans et pour coopérer avec les pays d'origines, de transit et d'accueil dans d'autres régions du monde. Nous avons une responsabilité de solidarité face à ces millions de personnes qui sont contraintes à la fuite.
3. Troisièmement, une politique d'accueil basée sur la tradition humanitaire de la Suisse. Actuellement, la Suisse héberge déjà depuis un certain temps des réfugiés syriens sur son territoire. Nous avons décidé le printemps dernier d'en accueillir davantage, particulièrement les personnes les plus vulnérables provenant de ce pays. Et tout récemment, la Suisse s'est engagée à accueillir une partie des réfugiés qui se trouvent dans des pays voisins de l'Union européenne afin d'apporter ainsi une nouvelle contribution à une démarche commune de solidarité en Europe.

Monsieur le Secrétaire Général

Répondre aux besoins urgents est nécessaire, mais il faut aussi travailler aux conditions structurelles d'un monde prospère et stable. En conclusion, je voudrais souligner l'importance du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour la thématique de la migration. Certes, la situation actuelle requiert des réponses immédiates. Mais nous devons aussi avoir une vision à long terme : Créer les conditions structurelles pour que la migration se fasse dans un environnement sûr et régulier ; respecter et faire respecter les droits de l'homme de tous les migrants, mais aussi encourager l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes. L'agenda 2030 nous offre cette vision à long terme, c'est à nous de le mettre en œuvre.



Address by Mr Didier Burkhalter,

**Federal Councillor and Head of the Swiss Federal
Department of Foreign Affairs**

***"Strengthening cooperation on migration
and refugee movements in the perspective
of the new development agenda"***

**High-level event organised by the
Secretary-General**

**70th Session of the General Assembly of
the United Nations**

New York, 30 September 2015

Secretary-General,
Ladies and Gentlemen,
Dear Colleagues,

My country, Switzerland, has one of the highest immigration rates in the world. More than a quarter of the Swiss population was born abroad. Switzerland is the destination of choice for many European workers – one person in ten benefiting from the free movement of persons in Europe comes to Switzerland. Migrants not only support our economic growth, they also enrich the cultural life of our society. However, this immigration also presents a certain number of challenges. Switzerland is responding to these challenges in two ways: by introducing national measures to manage immigration better and by encouraging better international cooperation.

But migration is not always a matter of choice, either for those who are forced to leave their country, or for those who receive them. In the 70 years since the UN was created, there have never been as many people fleeing their country as there are today. We have a moral and legal responsibility to welcome as many people fleeing conflict situations as we can – people persecuted because of their race or their religion, or because they belong to a certain social group or hold certain political views. The numbers are shocking: in Syria alone, around five million men, women and children have been driven from the country by the conflict. Faced with this crisis, we need to respond in three ways, and coordinate our response at international level. There needs to be a political response, a humanitarian response and a response to the migrants themselves.

1. Firstly, we need to address the root of the problem: war.
Switzerland actively supports the efforts of the UN special envoy Mr de Mistura to foster parallel thematic discussions in the Syrian working groups. We support the UN in its search for a political solution to the Syrian crisis. We will pursue this path, continuing to provide the necessary experts, logistical aid and financial resources for as long as is required.
2. Secondly, a humanitarian response. Switzerland recently increased its level of humanitarian aid to Syria and its neighbouring countries, up to 250 million dollars. This aid supports projects in Syria, Iraq and in the Mediterranean countries along refugee transit routes. Other measures have been taken to combat smugglers and traffickers, to support transit countries in the Balkans and to cooperate with the refugees' countries of origin, transit countries and the countries receiving them in other parts of the world. We have a responsibility to show our solidarity with the millions of persons forced to flee.
3. Switzerland's third response is to welcome these people, in line with our country's humanitarian tradition. Switzerland has hosted Syrian refugees for some time now. Last spring we decided to take in more, particularly some of the most vulnerable individuals coming out of this country. And more recently, Switzerland has committed to taking in some of the refugees currently in our neighbouring EU countries, once again joining in a common act of solidarity in Europe.

Secretary-General,

We need to respond to urgent needs, but we also need to work on the structural conditions for a prosperous and stable world. As I draw to a close, I would like to highlight the importance for migration issues of the 2030 Agenda for Sustainable Development. The current situation certainly requires an immediate response. But we should also take a long-term perspective. We must create structural conditions which ensure that migration takes place in a secure and regulated environment; we must respect and encourage respect for human rights for all migrants, and we must also work towards building peaceful and open societies. The 2030 Agenda offers us this long-term vision; it is up to us to implement it.